

le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire à l'ordre de SARO
ou chèque postal à l'ordre du
« Prolétaire »

Abonnements :
1 an : 50 F ; 6 mois : 25 F
pli fermé : 80 F et 40 F
Abonnements de soutien :
à partir de 100 F

17^e ANNEE - N° 329
LE NUMERO : 2 F 50
20 FB - 1 FS
6 au 19 février 1981

Répression bourgeoise en Italie

L'Etat fort, rêve de la démocratie

C'est avec une véritable volupté que les instances démocratiques italiennes et les partis parlementaires, « extrême » gauche comprise, invoquent sur des tons variés mais dans un chœur parfait une « politique de fer-meté » et la mise en place d'un « Etat fort et efficace ». Ne voir là qu'une réaction au terrorisme serait doublement faux.

D'abord, il ne faut pas oublier l'ensemble des manifestations de pathologie économique, sociale et politique que présente depuis au moins cinq ans le capitalisme mondial, et en particulier ce maillon faible qu'est l'Italie bourgeoise, pour mettre en vedette une seule de ces manifestations qui, bien que spectaculaire, n'est pas la plus importante. Ensuite, il ne faut pas isoler la récente fureur d'intimidation et de répression de la bourgeoisie italienne, occasionnée par l'affaire D'Urso, de toutes celles qui l'ont précédée en Italie, ni de toutes celles qui l'accompagnent dans le monde entier.

On risquerait sinon d'avaliser la thèse prêchée par tous les porte-parole de la classe dominante : cette malheureuse classe serait périodiquement obligée de suspendre les « garanties » généreusement accordées aux dominés pour leur protection, afin de se protéger elle-même et ses institutions des attaques perfides de quelques têtes brûlées. Ou encore on risquerait d'avaliser la thèse symétrique, qui sert de justification théorique au terrorisme romantique : il faudrait frapper

l'Etat « au cœur », et on pourrait « déstabiliser » l'ordre établi en tuant ou en « prenant en otage » tel ou tel personnage plus ou moins représentatif du « régime ».

En réalité, et nous l'avons proclamé à l'époque, la marche vers l'Etat fort n'a pas cessé avec la chute du fascisme. Elle a fait un bond avec la fin de la guerre... antifasciste et antitotalitaire. Elle s'est poursuivie sans bruit inutile durant toute la période de la reconstruction et du « miracle économique ». Elle s'est accélérée avec les signes précurseurs de la grande crise dans les années autour de 1968. Elle est devenue frénétique après 1975, sur une scène internationale toujours plus déchirée par les antagonismes, secouée par des guerres toujours plus difficiles à contenir dans un cadre local, hérissée de forces agressives et répressives armées jusqu'aux dents et toujours plus acharnées à intimider, à disperser, à emprisonner, à massacrer, au fur et à mesure que le marasme économique s'étendait, que le chômage et la misère montaient et que la lutte de classe renaissait sous des for-

mes plus explosives qu'organisées, certes, mais néanmoins inquiétantes.

Les clameurs des mass-media poursuivant le fait divers sanglant cherchent à faire oublier la série interminable des lois et des décrets d'exception ou d'« urgence » qui, sous les prétextes les plus

DANS CE NUMERO

- Iran-Irak : guerre et charognards capitalistes.
- Où ont mené les « réformes de structure » ?
- La lutte pour le logement à Naples.
- Le XI^e Congrès de la IV^e Internationale.
- Le PCF et l'immigration : des négriers.

divers, ont bardé l'Etat italien d'une cuirasse toujours plus épaisse et rigide. Les libertés verbales ou formelles concédées par les législateurs de la plus démocratique des républiques à des citoyens en réalité toujours plus fichés, surveillés et contrôlés, ne sont que l'autre face de la

(suite page 2)

Le prolétariat chinois se réveille !

Il y a maintenant 54 ans, en mars 1927, l'héroïque classe ouvrière de Shanghai se soulevait à l'arrivée des troupes du Guomindang. L'Internationale stalinisée lui avait caché que l'avancée de l'armée nationale laissait derrière elle des millions de cadavres de paysans dans le Hunan et le Hubeï. Son parti, le PCC, s'étant rendu prisonnier du Guomindang par la politique criminelle du stalinisme, la classe ouvrière accueillait ces troupes en libératrices et pensait trouver une occasion d'avancer ses propres revendications. Elle ne succomba pas sous les coups des impérialistes, mais sous ceux du Guomindang qui entra dans la ville sur le corps de la classe ouvrière saignée à blanc et de la Commune de Shanghai. Quelques mois plus tard, une insurrection désespérée fut écrasée dans le sang à Canton.

Pour Staline et ses partisans, tout cela prouvait que l'on avait changé d'étape dans la révolution. Mais comment aller plus loin quand toutes les forces ont été exterminées ou démoralisées ? Depuis, la vaillante classe ouvrière chinoise, qui s'était donnée à fond dans la lutte révolutionnaire depuis 1919, n'a pu refaire surface. La révolution chinoise, anti-impérialiste, nationale et démocratique, a été dirigée non par elle, mais par la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes, qui a pu prendre la tête de la paysannerie chinoise, aux magnifiques traditions révolutionnaires, sous le drapeau du parti de Mao, mélange de stalinisme, c'est-à-dire d'opportunisme anti-ouvrier, et de démocratie petite-bourgeoise classique.

La révolution bourgeoise en Chine est finie et bien finie. Bien ou mal, là n'est pas la question. Elle reste la plus grande révolution de ce demi-siècle. Mais de quelle société peut-elle accoucher la petite-bourgeoisie et la paysannerie, si ce n'est de la société capitaliste ? Or le capitalisme produit le travail

(suite page 2)

Fonction publique

Haro sur les « nantis »

A coups de rapports et de déclarations démagogiques sur les « nantis », l'Etat français tourne autour d'une réforme du statut des fonctionnaires et des employés des services publics. Il cherche comment grignoter des « garanties » et des « privilèges » relatifs sans que cela lui coûte trop cher en conflits sociaux, exactement comme le patronat privé, face à la crise, cherche à se libérer de contraintes telles que la limitation du temps de travail ou le versement des charges sociales.

La tendance est mondiale, de l'Italie aux USA en passant par le Danemark. En France, le nombre des fonctionnaires atteignait 2.534.000 en 1976 (plus 989.000 employés des collectivités locales et 1.200.000 salariés du secteur nationalisé) : entre 1952 et 1976, la seule Education nationale avait multiplié par 3,5 le nombre de ses salariés. Mais le 8^e Plan ne parle plus que de réduire le recrutement, sauf dans la police et les prisons...

Le rapport Nora-Minc (télématique), les rapports Guillaumat (transports), Rippert (postes), insistent sur les nouvelles techniques, et la nécessité d'y adapter le matériel humain : automatisation dans les transports, dans le tri postal, dans la gestion du personnel, etc.

Mais qu'est-ce qui pousse les entreprises d'Etat à les employer, tout comme les entreprises privées ? Pas le Progrès en général, mais le progrès de productivité qu'elles permettent, c'est-à-dire les économies de salaire et le rendement accru. Le perfectionnement technique, là comme ailleurs, au lieu de servir à soulager l'effort humain, à diminuer la

(suite page 4)

Iran-Irak

Guerre et charognards capitalistes

Nous avons toujours montré, en analysant la marche chaotique du système capitaliste, à quel point elle est opposée aux intérêts des prolétaires. Cet antagonisme est permanent et va grandissant. Nous avons montré aussi que guerres et crises sont les « fruits » naturels du développement capitaliste.

La guerre entre l'Irak et l'Iran, produit des rivalités et des oppositions d'intérêts bourgeois, se fait avec le sang des prolétaires et des paysans pauvres et au prix de leur misère accrue. C'est pour cela que les intérêts des prolétaires devraient les amener à transformer cette guerre de brigandage en une guerre de classe contre leurs exploités de tous les bords.

Nous avons toujours affirmé aussi que la guerre est, pour les bourgeois, l'occasion rêvée pour faire d'excellentes affaires. La neutralité factice et mensongère des différends impérialistes vis-à-vis des belligérants ne les empêche pas de faire des affaires avec tout le monde. Le gain est sacré et la guerre est sainte !

La rubrique économique d'un hebdomadaire pan-arabe, Al Mostakbal (financé par un grand bourgeois palestinien que l'OLP courtise) rapporte dans son numéro 200, à propos de la situation économique liée à cette guerre : « Le port d'Akaba en Jordanie a connu une grande activité pour transporter et acheminer les marchandises destinées à l'Irak (...). Le marché libanais, qui dispose d'un potentiel commercial considérable et souple, a été mis à profit par les autorités irakiennes qui ont su utiliser les possibilités qu'il offre et les énergies qu'il possède. Les marchands libanais ont su, particulièrement

dans le domaine des biens alimentaires, faire des profits juteux, grâce aux prix élevés qu'ils ont imposés aux transactions, même si cela s'est fait aux dépens des consommateurs libanais qui ont subi, à cause de ces marchandages, une aggravation de l'inflation... »

A l'échelle internationale : « L'Irak va importer pour plus de 10 milliards de dollars en 1981 (...). Les hommes d'affaires occidentaux et les directeurs (socialistes ? sûrement pas) d'entreprises d'Etat en Europe de l'Est, les agents commerciaux et autres commissionnaires, alléchés par l'importance des sommes, se sont aventurés à Bagdad malgré les conditions de guerre pour participer à la foire, supportant pour cela (selon l'agence Reuter) les peines d'un voyage long et peu confortable, dans des voitures de transport collectif, petites et grandes. En arrivant à Bagdad, ils ont eu à supporter non seulement de vivre dans le noir, le soir, avec des raids aériens de temps à autre, mais aussi pour certains d'entre eux, avec des dangers militaires. Exemple : une bombe de 200 kg est tombée juste avant l'inauguration de la foire de Bagdad au milieu du pavillon ouest-allemand, 5 personnes furent blessées... ceci sans que la bombe n'explose ! »

Toujours selon le même hebdomadaire, les hommes d'affaires ont affronté d'autres dangers en traversant le désert séparant l'Irak de la Jordanie et en faisant faire des heures impossibles aux chauffeurs (l'un d'eux a roulé pendant 18 heures à l'aller, et 18 heures au retour en ne se reposant qu'une heure et quelques minutes).

Résultats : fabuleux. Un responsable du pavillon allemand a déclaré au correspondant de Reuter que le succès réalisé cette année par son pays dans cette foire est dix fois supérieur à celui de 1979 (pas mal, n'est-ce pas ?).

Les Japonais n'ont pas exagéré en prévoyant que leurs ventes allaient être multipliées par trois cette année.

Quant aux hommes d'affaires, conscients des bons rapports qui les lient aux autorités irakiennes, ils ont eu l'impression d'être comblés.

Même les Anglais, qui se plaignent habituellement de leurs rapports commerciaux avec l'Irak, vu le froid politique entre les deux pays et le renchérissement de la livre sterling, ont noté que « cette foire a été la meilleure de toutes les foires de Bagdad ».

Quant à la France, la Lettre de l'Expansion est en mesure de révéler que les récents entretiens de Tarek Aziz, le vice-président du gouvernement irakien, avec les autorités françaises vont avoir des conséquences positives pour l'industrie française. 1. Moyennant l'assurance d'un appui militaire de la France (fusées sol-air et une cinquantaine de « conseillers »), l'Irak est d'accord pour reprendre dans un délai très court ses livraisons vers la France. 2. Les groupes français seront les premiers à participer à la réparation des dégâts causés par l'aviation iranienne aux installations de pompage et aux divers ouvrages pétroliers irakiens. Et ceci, dans un

(Suite page 4)

Le PCF et l'immigration Des négriers

A l'issue de son Comité central du 12 janvier, le PCF a sorti une résolution sur l'immigration. En plus de « l'arrêt de l'immigration officielle et clandestine dans les conditions de crise actuelle », le PCF veut « obtenir du FAS (Fonds d'Action Sociale) une contribution au développement des activités sociales et culturelles à l'intention de l'immigration » et « obtenir des gouvernements des pays exportateurs de main-d'œuvre une contribution financière aux besoins sociaux de leurs ressortissants dans le cadre d'accord entre Etats » (L'Humanité du 13-1). On connaissait déjà le visage anti-ouvrier du PCF qui, en suscitant le racisme et en s'appuyant sur lui, cherche à diviser le prolétariat. A cela il faut ajouter le visage de négrier moderne.

Avec les difficultés du capitalisme, les miettes qui sont données aux municipalités pour essayer d'endormir ou de contenir la révolte ouvrière se tarissent, alors ces messieurs ont eu l'idée toute simple de taper dans la poche des travailleurs immigrés eux-mêmes. En effet le F.A.S. n'est rien d'autre qu'une vaste entreprise de spoliation des immigrés, ce fonds étant alimenté par toutes les prestations sociales que les travailleurs immigrés ne touchent pas (ils ne touchent ces prestations que selon les usages de leur pays d'origine, ce qui revient souvent à pas grand chose) et pour lesquelles ils ont pourtant cotisé comme les autres travailleurs.

Une des activités du FAS est le financement des foyers-prisons où la bourgeoisie parque les immigrés. Les sommes gérées par le FAS se chiffrent par centaines de millions de francs lourds, il est donc intolérable pour les sangsues des municipalités « de gauche » que seuls les propriétaires fonciers tirent des bénéfices de ce vol organisé, ils veulent, eux aussi, leur part de cette manne, pour service rendu sans doute!

Mais cela n'est pas encore suffisant à leurs yeux, ils veulent encore que les masses pauvres des pays « exportateurs de main-d'œuvre » payent pour leurs frères exilés dans la métropole impérialiste. En effet comment les gouvernements de ces pays feraient-ils pour trouver la fameuse « contribution financière aux besoins sociaux de leurs ressortissants », si ce n'est en pressurant encore plus les masses de leurs pays pour le plus grand

(suite page 4)

L'État fort, rêve de la démocratie

(suite de la page 1)

même médaille. Aujourd'hui, on se prépare à voter un décret-loi interdisant la divulgation (comme ça, en bloc) de « documents subversifs » de toute espèce.

C'est que, derrière la façade orgueilleusement affichée de confiance absolue dans le progrès technique, dans la croissance économique et dans la résolution pacifique des conflits sociaux, le monde bourgeois cachait une profonde insécurité. La crise a commencé par la dévoiler, puis elle l'a aggravée en brisant les équilibres précaires, en arrachant les garanties fictives, en ridiculisant les « valeurs » sûres et, pire, en redonnant vie à une « conflictualité » sociale qui ne se laisse pas contenir dans les formes civilisées du dialogue au nom du « bien commun ».

Les bourgeois et leurs larbins opportunistes — plus acharnés encore à réclamer l'intervention violente de l'Etat — voudraient bien présenter les manifestations, les effets et même les symptômes de la crise globale de la société bourgeoise comme sa cause. Ils voudraient faire croire que ce sont les Brigades Rouges et leur stratégie qui mènent le monde au désastre et que tout irait pour le mieux si tout le pays devenait un QHS, si chaque citoyen espionnait et dénonçait ses proches, si chacun devenait flic dans l'âme.

Certains partis ont demandé qu'on impose aux journaux — ou, mieux, qu'ils s'imposent eux-mêmes — un code « moral » conforme aux intérêts de l'Etat. Est-ce si nouveau? N'est-ce pas le pendant de la série de codes d'autoréglementation du droit de grève dans les services publics et aussi dans les entreprises privées, de la morale de l'autolimitation des revendications, des innombrables pactes sociaux signés sous un nom ou un autre par les syndicats et les patrons pour faire avaler la pilule du chômage et de la baisse du pouvoir d'achat? N'est-ce pas le complément des campagnes pour des sacrifices « librement consentis » toujours accrus, des sermons contre l'ab-

sentéisme et l'« égoïsme » des revendications « corporatives »?

Tout l'appareil de bourrage de crâne essaie d'empêcher le « citoyen » de s'apercevoir que les garanties dont il jouissait plus ou moins il y a quelques années et qui lui donnaient l'illusion d'être libre parce que protégé, ont été remplacées par les mille codes moraux et juridiques de comportement obligatoire. Sans l'action capillaire et omniprésente de ces codes, comment réagiraient les licenciés, les chômeurs, ceux qui travaillent à temps partiel et ceux qui sont surchargés de travail, les marginalisés, les affamés, les sans-abri? Ils pourraient, qui sait, briser l'isolement dans lequel les années de la « société de consommation » avaient enfermé même ceux qui travaillaient, ceux qui mangeaient et avaient un logement. Ils pourraient transformer en union active le lien qui les unit objectivement à leurs camarades de misère, ceux d'aujourd'hui et ceux de demain, ceux d'ici et ceux d'ailleurs, et unir toutes leurs forces en un seul et puissant mouvement de révolte.

Tout le battage autour des terroristes veut faire oublier qu'en réalité les démocrates en appellent à l'Etat fort, à l'Etat efficace, pour toutes sortes de raisons : face aux catastrophes naturelles, face à la catastrophe économique que représente la perte de compétitivité des marchandises nationales, face surtout à cette catastrophe sociale que constituent le refus des prolétaires de se soumettre chrétiennement à leur sort en dialoguant avec leur ennemi sur l'intérêt commun, et l'utilisation de leur force organisée pour faire plier un adversaire muni de armes les plus subtiles et les plus sophistiquées de la violence souterraine. Les brigadistes ne viennent en fait qu'en dernier, et ce n'est pas en eux-mêmes et pour eux-mêmes que la bourgeoisie et ses organes les trouvent tellement dangereux : les spécialistes de la terreur scientifique savent très bien que le terrorisme romantique

égratigne à peine leur cuirasse. S'ils lui donnent de l'importance aujourd'hui, c'est parce que l'idéologie terroriste tend à gagner les usines, en se nourrissant d'une part de la rage et du désespoir des ouvriers, d'autre part de l'absence d'organisations économiques de classe et, surtout, du parti révolutionnaire.

La bourgeoisie essaie de cacher que dans le monde entier ce sont ses forces de répression qui mènent l'offensive — souvent préventive — contre les travailleurs des villes et des campagnes. Cette offensive à grande échelle ne se manifeste pas seulement par la série interminable de massacres, de tortures, de détentions arbitraires, d'intimidations quotidiennes à tous les niveaux de l'administration. Elle se traduit aussi, de façon plus sournoise mais non moins contraignante, dans les sermons de ses curés, dans ses appels à l'austérité, dans ses hypocrites campagnes morales, dans les leçons de modération, de responsabilité et de respect de l'intérêt national, dans l'œuvre de division des rangs ouvriers accomplie quotidiennement par l'opportunisme.

L'omniprésence de la répression capitaliste sous toutes ses formes, de la plus cyniquement fasciste à la plus hypocritement démocratique, doit éveiller parmi les exploités et les opprimés du capital un élan de solidarité avec les victimes de ses manifestations les plus brutales et sanglantes. Elle doit leur faire comprendre que nous sommes en guerre, qu'on le veuille ou non, tous et chacun.

Elle montre que la moindre des luttes pose aux prolétaires le problème, non individuel mais collectif, de leur auto-défense sous tous ses aspects, des plus élémentaires aux plus complexes ; le problème de l'organisation de la force et donc aussi de la violence de classe à une échelle toujours plus vaste. Elle montre enfin qu'il n'y a pas de lutte économique qui ne pose à plus ou moins brève échéance le problème de la lutte politique, et donc celui du parti.

Le prolétariat chinois se réveille !

(suite de la page 1)

salarié d'un côté, les couches liées à la reproduction du marché, du profit et du capital, fût-il d'Etat, de l'autre : il produit et reproduit le prolétariat et la bourgeoisie.

Lorsque la bourgeoisie a épuisé son cycle révolutionnaire et l'énergie de toutes les couches qui le parcourent, petite-bourgeoisie comprise, lorsqu'elle devient adulte, elle doit se débarrasser de ses rêves de jeunesse, des atours « romantiques » avec lesquels toute bourgeoisie a fait ses premiers pas. Et les rêves n'ont pas manqué en Chine, rêves petits-bourgeois et paysans, rêves d'égalitarisme autarcique et populaire. Deng Xiaoping, lui, n'est pas une figure de rêveur, mais exprime bien la bourgeoisie adulte, non pas les Danton ou même les Bonaparte, mais les Thiers, les Ferry.

C'est là le sens de la condamnation à mort de Jiang Qing. La bourgeoisie chinoise se débarrasse de ses reliques périmées, elle exorcise les démons idéologiques d'une combativité sociale désormais sans objet, qui peut seulement donner le mauvais exemple aux forces sociales qui mûrissent. Mais la condamnation est « avec sursis ». Qui sait si on n'aura pas besoin de Jiang Qing demain pour prêcher le maintien éternel du « bloc des quatre classes »?

En 1927, on estimait le nombre des ouvriers des manufactures, des usines et des chemins de fer chinois à 2 millions. L'artisanat en comptait autant. La grande masse du prolétariat, qui était concentrée à Shanghai et Canton, a donc été carrément exterminée. Aujourd'hui, la révolution bourgeoise a amené avec elle ses effets subversifs, ceux pour lesquels le prolétariat la défend contre les vieilles classes et l'impérialisme et contre la bourgeoisie elle-même s'il le faut.

Aujourd'hui, il y a 20 millions de purs prolétaires d'industrie, soit dix fois plus qu'en 1927. La petite industrie et l'artisanat comptent autant de travailleurs. Sur une population active de 400 millions d'hommes, 160 millions travaillent hors de l'agriculture. Pékin est plus grand que Paris et compte plus d'ouvriers que lui. Shanghai est plus grand que New York et Tokyo. C'est peut-être la plus grande ville du monde. C'est en tout cas toujours le cœur de la classe ouvrière chinoise!

Le prolétariat chinois est un géant. Le terrain de sa lutte est désormais bien balayé : à la suite des efforts de ces vingt dernières

années, la Chine dispose d'un réseau routier et de voies ferrées à peu près unifié. Surtout, un seul et même Etat brasse et unifie les mœurs, les conditions de vie, de travail et de lutte du quart de l'humanité : qu'il tombe entre les mains du prolétariat, et les choses iront vite! Ce n'est pas tout. La classe ouvrière chinoise montre désormais des signes indéniables de vie.

La révolution culturelle a été une période de craquements sociaux qui a sans doute permis aux ouvriers d'avancer quelques exigences. Il y a eu des répressions terribles. Ces dernières années ont vu le début d'une agitation ouvrière persistante. Les entreprises se plaignent depuis 1976 de « grèves », d'« arrêts de travail sans cause précise » (vraiment?). Ces réactions correspondent à l'austérité exigée pour « ouvrir la Chine à l'extérieur », pour réaliser le grand rêve de la bourgeoisie chinoise depuis Sun Yatsen. Mais une fois les vannes entre-ouvertes, c'est la crise internationale qui s'est engouffrée : les plans doivent être révisés en baisse, l'austérité et les sacrifices sont réclamés sur tous les tons.

On compte officiellement 20 millions de chômeurs. Ce sont avant tout des jeunes. A Shanghai, la municipalité doit servir 100.000 repas par jour dans des soupes populaires, afin d'éviter des troubles. Or, les restructurations en cours obligent à de nouveaux licenciements massifs, et si on prévoit des indemnités, une partie des travailleurs verra en tout cas ses ressources baisser considérablement.

« La Chine va vers de très sérieuses difficultés sociales, qu'elle se prépare à affronter en mettant en place un rigoureux dispositif d'encadrement politique et idéologique », lit-on dans Le Monde du 27 janvier. Le Quotidien des syndicats du 31 janvier (cité par Le Monde des 1^{er} et 2 février) part en guerre contre les « agitateurs », les « perturbateurs de l'ordre social » qui « cherchent à provoquer des désordres et des incidents à grande échelle afin d'obtenir du parti et du gouvernement des avantages individuels et de satisfaire leurs appétits grandissants ». Rien de moins!

Le capital possède un estomac énorme : il avale une part toujours plus grande de la richesse créée par la classe ouvrière. Des essais de parasites en tous genres s'engrèssent de cette exploitation. Mais que la classe ouvrière se mette à chercher à maintenir seulement sa part pour survivre, à résis-

ter à la baisse de sa portion déjà congrue, à la dégradation de ses conditions de vie et de travail, quel individualisme insoutenable, en effet! Pour notre part, nous saluons ces « appétits grandissants » de la classe ouvrière. Nous savons que la lutte part des intérêts matériels, « égoïstes », et que c'est sur cette base seulement que peut naître la solidarité de classe et, avec elle, prendre racine l'espoir de l'émancipation prolétarienne et la lutte qui libérera l'humanité entière de l'esclavage et de la misère.

Pour Le Monde des 1^{er} et 2 février, les « mesures drastiques d'austérité » sont « d'autant plus difficilement supportées par la population qu'elles coïncident avec une forte augmentation des prix [...]. La contestation se développe aussi dans la jeunesse », mais « l'agitation paraît limitée au monde citadin et ouvrier ».

Ne voilà-t-il pas que selon l'organe des « syndicats » chinois, ces agitateurs, « inconscients » puisqu'ils se refusent à « tenir compte de la situation dans son ensemble et des difficultés économiques », veulent aussi des « syndicats libres »! Quelle horreur! Les bourgeois chinois qui pouvaient se réjouir de l'agitation en Europe centrale qui empêche l'impérialisme russe de mener comme il l'entend sa politique en Extrême-Orient, vont maintenant s'inquiéter d'une agitation à la polonaise chez eux! Imaginez que les ouvriers de Shanghai aussi, se mettent comme ceux de Turin à crier « Gdansk, Gdansk »!

Et si demain, la classe ouvrière faisait entrer dans ses « appétits grandissants » le véritable appétit qui est son devoir de classe, celui de la conquête du pouvoir et de sa dictature de classe, la vraie, non pas celle qui figure dans l'imagerie d'Epinal de la révolution maoïste, mais celle qui repose sur le prolétariat en armes et trouve sa puissance dans la direction sans partage du parti communiste véritable, prolétarien, révolutionnaire, et internationaliste?

Nous accueillons avec enthousiasme ces nouvelles de Chine. Le capitalisme a fait le tour du monde. Partout il a produit une classe ouvrière qui doit lutter contre lui. L'histoire s'accélère aujourd'hui, entraîne chaque mois de nouveaux contingents ouvriers dans la lutte de classe. Aux communistes révolutionnaires, au parti de faire leur travail pour que dans ces luttes se forge l'issue révolutionnaire à la crise bourgeoise!

Réunions publiques

• A LAUSANNE

Le 5 février 1981, à 20 h,
Buffet de la Gare, salle 2

• A GENEVE

Le 6 février 1981, à 20 h,
Arcade rue de Berne,
Centre de Loisirs des Paquis

• A NEUCHÂTEL

Le 13 février 1981, à 20 h,
Café-Restaurant City, Salon français

La crise et les conditions de la défense prolétarienne

• A ROUEN

Le vendredi 13 février, à 20 h 30
Salle Mac Orlan - Saint-Sever

• A VALENCE

Le samedi 14 février, à 15 h,
Salle des Fêtes, rue Farnerie

A bas le poison du chauvinisme !

• A NANTES

Le samedi 21 février 1981, à 20 h 30,
Centre social et culturel des Bourderies,
rue Saint-Brévin

Il y a 60 ans : Les Congrès de Tours et de Livourne

Où ont mené les « réformes de structure »

En instaurant son nouvel ordre impérialiste, la bourgeoisie devait proclamer avec ses larbins, les dirigeants des partis social-démocrates et national-communistes, que le capitalisme pouvait être réformé, que ses contradictions sociales pouvaient être maîtrisées. La bourgeoisie se promettait tout simplement de combattre la révolution communiste en la rendant superflue...

L'anarchie capitaliste et les crises devaient être surmontées par l'intervention de l'Etat dans l'économie. Une telle recette, soufflée par la vieille social-démocratie qui prétendait ainsi dépasser le capitalisme, a été également prônée par le stalinisme. Ce dernier en est en effet arrivé à soutenir, en théorisant la réalité des pays de l'Est européen, que le communisme ne supposait plus la suppression du salariat et du marché comme Marx et Lénine l'avaient constamment affirmé, mais qu'il était compatible avec eux. Il devait suffire que l'Etat prenne le contrôle juridique des entreprises et dresse une planification plus ou moins centralisée pour passer au socialisme.

Où en sommes-nous aujourd'hui? L'intervention de l'Etat a fait des progrès prodigieux, allant parfois jusqu'à l'étatisation. La « programmation économique » et la nationalisation des entreprises ont été largement utilisées, la fixation centrale des prix, le contrôle du crédit et du commerce extérieur se sont généralisés.

Ces méthodes centralisatrices sont naturellement l'apanage des pays de « socialisme réel » ou des pays du Tiers Monde, qui cherchent à compenser ainsi leur retard sur le marché mondial. En effet, plus les pays arrivent tard au capitalisme, avec les handicaps que cela implique dans la concurrence, plus ils sont contraints, ne serait-ce que par le biais d'énormes budgets gouvernementaux, de travaux publics gigantesques, d'effarantes dépenses militaires et de subventions de toutes sortes, d'utiliser à grande échelle les armes de la politique économique et financière puissamment centralisée. Plus ces pays sont faibles, plus ils sont contraints de constituer de grandes entreprises d'Etat pour résister à la concurrence d'immenses groupes financiers de quelques pays hyperindustrialisés.

Ce sont seulement ces derniers et au premier chef les Etats-Unis, qui peuvent encore se permettre un important secteur privé, étant donné qu'ils dominent le marché mondial et qu'ils bénéficient de bases d'ac-

cumulation interne exceptionnellement larges. Et encore! Les grands trusts américains ne vivent-ils pas de la manne étatique, des programmes de recherche financés à 70 % par l'Etat? Et leur personnel ne forme-t-il pas une seule et même « technostructure » avec la haute administration de l'Etat? Bref, l'interventionnisme étatique est devenu monnaie courante même dans les pays qui revendiquent le principe sacré du libéralisme économique.

Ces « réformes de structures », quoi qu'on en dise, n'ont nullement pu empêcher l'inflation de bouleverser en permanence tous les équilibres économiques et sociaux savamment acquis, le chômage de pousser des pointes vertigineuses même dans les pays les plus riches, les Etats les plus fragiles d'être en proie à un endettement qui les mène tout droit à la banqueroute et entraîne une pression insupportable sur les classes laborieuses. Elles n'ont pas empêché la peur du lendemain de gagner même les pays impérialistes occidentaux, où la prospérité d'après-guerre et le monopole du marché mondial avaient donné un répit à la classe ouvrière. Quant aux Etats de l'Est européen, qui prétendent former un « système économique à part » peuvent-ils encore soutenir ce mensonge? Eux-mêmes ne maîtrisent ni l'inflation, ni le chômage, ni les sacro-saints « rythmes d'expansion »! De plus, ils sont obligés de reconnaître maintenant que la crise mondiale a réussi à passer le « rideau de fer », confirmant que la marche du capitalisme unifie toujours davantage toutes les « économies nationales ».

Instabilité croissante, insécurité grandissante, anarchie généralisée : voilà que s'imposent à nouveau après trente-cinq années de « réformes de structures » à tour de bras, et avec plus de vigueur que jamais les lois du capitalisme que l'ont prétendait dépasser!

Et pourquoi cela? Parce que le capital ne peut exister sans une multitude de capitaux qui apparaissent sous la forme d'entreprises concurrentes entre elles, qu'elles soient privées ou d'Etat, ou même baptisées socialistes.

Chaque entreprise ne peut survivre sans réaliser un profit qui n'est rien d'autre que le travail extorqué aux salariés. Ce profit est d'autant plus important que l'entreprise est plus compétitive sur le marché, ce qui l'oblige à investir toujours davantage que la voisine. Seulement, comme toutes les entreprises font de même, la part du travail ancien qui est avancé sous forme de ma-

chines et de matières premières, finit par diminuer, et par conséquent le taux de profit général de l'économie tend à baisser.

A cela, les entreprises réagissent en exploitant davantage leurs travailleurs, en augmentant la part de la richesse produite qu'elles accaparent. Le capital, assoiffé de plus-value, ne peut assurer son fonctionnement qu'au prix d'une guerre quotidienne menée par ses hordes de bureaucrates, flics, politiciens et larbins en tous genres, contre la classe ouvrière, contre ses tentatives d'améliorer son sort, ses conditions d'existence et de lutte.

Cela suffit-il à tirer le capitalisme d'embarras? Non, car le résultat de cette activité fébrile d'investissement est que la société se trouve à un moment donné avec trop de marchandises en stock. Trop, non pas dans l'absolu, parce qu'en même temps les larges masses manquent de l'essentiel pour vivre, mais trop par rapport à la capacité d'absorption du marché. La société possède trop de bras, non pas en général, parce que les machines existent bien et que les journées de travail sont trop longues, mais par rapport aux besoins en main-d'œuvre de l'industrie. Et comme le capital ne parvient pas à se réaliser, il devient lui aussi surnuméraire et malgré tous les efforts déployés, le profit continue de chuter!

Quelle est donc la solution? Que le capital investi soit suffisamment dévalorisé, la force de travail suffisamment dépréciée, et, en conséquence, le taux de profit suffisamment rétabli pour que l'économie s'élançe dans un nouveau cycle d'accumulation frénétique, au prix d'une pression plus forte encore sur la classe ouvrière du monde entier et d'une misère — plus grande encore — pour les masses exploitées des pays dominés.

Essayez donc de maîtriser cette anarchie par le contrôle de l'Etat! Vous disciplinerez peut-être dans une certaine mesure la concurrence sur le marché intérieur, mais au prix d'une hypertrophie bureaucratique. Cependant, comme les économies nationales restent concurrentes entre elles, la guerre de tous contre tous sur le marché mondial est alors portée à un niveau supérieur. Là s'affrontent les grands trusts internationaux, privés ou publics, qui sont des concurrents aux atouts bien plus énormes que ceux d'entreprises locales : ils disposent, eux, de machines d'Etat qu'ils se soumettent, de flottes de guerre et de missiles pour faire valoir leurs intérêts.

La concurrence économique se transforme donc en concurrence généralisée entre Etats, c'est-à-dire en rivalités d'appétits non seulement économiques et commerciaux, mais également diplomatiques, stratégiques et militaires.

C'est la raison pour laquelle la « détente » qui a succédé à la « guerre froide », et l'ouverture économique de l'Est qui s'en est suivie, n'ont pas apporté la paix, mais de gigantesques pas en avant dans la course aux armements, au point que l'accumulation de stocks d'armes thermonucléaires est aujourd'hui suffisante pour faire sauter d'un coup une bonne partie de la planète. L'extension du militarisme à tous les pays, même les plus petits et les plus pauvres, ainsi que le développement des missiles intercontinentaux, qui mettent désormais chaque pays à portée du plus éloigné de ses ennemis hypothétiques, ont transformé le globe entier en un seul et unique champ de bataille potentiel.

La fameuse « détente » n'était elle-même fondée que sur un cynique « équilibre de la terreur ». Et ni l'ONU ni les innombrables conférences sur la paix et le désarmement n'ont pu empêcher que chaque querelle entre brigands impérialistes pour le contrôle de telle matière première ou de telle position stratégique, ou que la rupture de l'équilibre politique par un changement de régime, ne portent en elles les germes d'un futur conflit impérialiste généralisé, en Indochine ou au Zaïre, sur la frontière sino-soviétique ou au fond du golfe arabo-persique, dans l'Océan Indien ou en Europe centrale.

Qu'est devenu l'ordre mondial né de Yalta et de Potsdam, maintenant que l'Allemagne et le Japon, boucs-émissaires du dernier carnage impérialiste, menacent l'orgueilleuse Amérique sur ses propres marchés déjà sur-encombrés? Qu'en reste-t-il quand, de l'autre côté, la zone russe, hypermilitarisée pour faire le poids devant la puissance des Etats-Unis, manifeste toujours un manque au moins relatif de capitaux? Quand tous les efforts d'établissement d'un « nouvel ordre économique mondial », c'est-à-dire de repartage du monde entre rapaces impérialistes, se seront révélés vains, comme c'est inévitable à un certain moment, quelle autre solution existera-t-il alors qu'une nouvelle guerre impérialiste, si la révolution prolétarienne ne lui a pas coupé l'herbe sous les pieds?

Il est plus que temps de préparer cette révolution et son parti!

Voie parlementaire au socialisme ?

Selon un sondage les Echos-IFOP paru dans Les Echos du 3-10-80, 11 % seulement des Français font confiance « dans ce que disent les principaux leaders politiques », et 76 % ne font pas confiance. « Accablant, commente le journal. La crise de confiance qui affecte les trois quarts des Français touche toutes les couches sociales, toutes les catégories d'âge, dans toutes les régions françaises ». On comprend un peu pourquoi Marchais essaye de se démarquer!

Mais au fait, tout cela n'empêche pas le capitalisme de tourner, l'Etat de fonctionner et de se renforcer, et même de se faire encenser par les élections. Alors on y va par les élections, au socialisme ?

Pologne : l'impossible compromis

La première trêve conclue en Pologne à propos des samedis libres n'a pas réussi à calmer l'agitation ouvrière : les grévistes ont été encore plus nombreux le deuxième samedi chômé. Les bénédictions pontificales, les appels au calme et à l'intérêt national bien compris ne semblent pas suffire, cette fois, pour faire avaler aux ouvriers le compromis signé à Varsovie : trois samedis libres par mois, mais les dirigeants de Solidarité (Le Monde du 1/2-2-1981) se sont engagés à demander aux ouvriers de travailler deux heures de plus les autres samedis! Et comme l'expliquait à la télévision française un dirigeant d'entreprise « socialiste » polonais (même calcul sous tous les climats...), puisque la date d'application de la semaine de 40 heures est restée en blanc dans les accords, les patrons vont veiller à ...rattraper d'avance les pertes de production!

Libérez les emprisonnés de Blida

Nous rappelons que nous demandons à tous nos lecteurs, sympathisants et contacts de se mobiliser pour participer activement à notre campagne pour la libération de nos militants et contacts condamnés et emprisonnés en Algérie. Ils peuvent le faire :

- en versant une souscription pour aider à couvrir les frais de leur défense et la campagne de propagande pour leur libération (chèques bancaires ou postaux à l'ordre de Saro) ;
- en diffusant largement autour d'eux le numéro spécial d'El Oumami sur le procès de Blida, vendu 1 F, qui sera envoyé par quantités sur simple demande ;
- en diffusant et en collant l'affiche format 60 x 80 « Libérez les emprisonnés de Blida », qui leur sera également envoyée par quantités sur simple demande ;
- en diffusant l'affichette 21 x 29,7, sur le même thème.

Tous ces matériels sont à demander directement au journal.

Nous sommes sûrs que tous les militants révolutionnaires auront à cœur de soutenir cette campagne et de fournir l'effort financier et militant indispensable pour arracher à la bourgeoisie algérienne les condamnés de Blida.

- Solidarité de classe avec les victimes de la répression bourgeoise !
- Libérez les emprisonnés de Blida !

Le XI^e Congrès de la IV^e Internationale ou la « révolution » faite par les autres

Le XI^e Congrès de la IV^e Internationale (novembre 1979) marque une étape importante dans l'histoire de cette organisation. D'abord, à cause de la scission qui l'a précédé et qui a vu un fort courant se détacher du tronc de la IV^e à propos du Nicaragua ; ce courant (Tendance léniniste-trotskyiste et Fraction bolchévique) vient de rejoindre le CORQI, l'autre grande famille trotskyste, pour former une nouvelle IV^e Internationale (« Comité international »). Ensuite, le Congrès a décidé la « prolétarisation » de l'organisation (ce que les maoïstes appellent « établissement », c'est-à-dire l'entrée des militants en usine) de façon à avoir plus de poids pour « faire pression » sur les partis « ouvriers ». D'une façon plus générale, les thèses du Congrès (récemment publiées dans un numéro spécial d'Inprecor) confirment la parabole descendante de la IV^e, qui s'est définitivement débarrassée du « gauchisme » soixante-huitard pour s'enfoncer toujours plus profondément dans un suivisme tous azimuts, qu'on pourrait résumer par la formule : appuyons la « révolution »... faite par les autres!

Sur le plan théorique, la résolution sur Démocratie socialiste et dictature du prolétariat (dont nous avons parlé en détail dans notre revue Programme Communiste n° 78) marque le point d'aboutissement misérable de la trajectoire, toujours plus démocratique, de la IV^e. La révolution, dans une vision typiquement kautskyste-dégénérée, est réduite à un court débat d'opinions. Sous la dictature du prolétariat — ou, si vous préférez, sous la « démocratie socialiste », puisque c'est, paraît-il, la même chose — tous les partis, y compris bourgeois, devront avoir pleine et entière liberté d'existence, de propagande, d'organisation, etc., de façon à ce que le prolétariat puisse faire... son choix entre idées différentes. Seuls seront punis (si le prolétariat, réduit à la défensive, en a le temps et la force!) les actes d'insurrection armée caractérisés. L'ambition de la IV^e est, nous dit-on, d'« arracher aux réformistes la fonction de représenter les aspirations démocratiques des masses ». Disons plutôt : de rivaliser avec eux dans la fonction de diffuseurs des illusions démocratiques dans les masses... Dans la Résolution sur l'Europe (où « la ré-

volution socialiste est à nouveau à l'ordre du jour », le Secrétariat Unifié s'affirme plus que jamais pour le Front Unique de la base au sommet, c'est-à-dire pour l'unité avec les grands partis opportunistes et entre eux, pour le « gouvernement ouvrier » comme moyen de donner « une perspective politique aux luttes partielles » (traduisez : pas de satisfaction des revendications sans gouvernement PC-PS!) et de « hâter l'heure de la rupture [voilà par contre le baratin « de gauche »] avec les directions réformistes », enfin pour le renforcement des syndicats de collaboration de classes. Tout, depuis l'entrisme dans certains partis ouvriers bourgeois, et plus bourgeois qu'ouvriers (comme le Labour Party), jusqu'à la prolétarisation de l'organisation et à la fusion souhaitée avec d'autres courants d'« extrême gauche », est vu dans la perspective de « faciliter [!] intervention en direction des partis ouvriers », véritables aimants vers lesquels s'oriente toute l'activité de la IV^e dans les pays impérialistes.

Dans des pays de jeune capitalisme comme les pays latino-américains, les forces hégémoniques dans la classe ouvrière sont différentes. Mais il reste bien toujours quelqu'un à suivre. La Résolution sur l'Amérique Latine fait l'auto-critique des prises de position passées de la IV^e en faveur du guérillérisme : malheur aux vaincus! Par contre elle se prononce en faveur du renforcement des syndicats d'Etat — cette courroie de transmission des partis de gouvernement et des généraux —, pour la création de partis à partir des syndicats (à l'image du fameux Parti du Travail brésilien), pour des alliances « avec n'importe quelle force » (sic) en vue d'empêcher le renversement des gouvernements démocratiques, et pour un « soutien critique » aux mesures concrètes prises « contre l'impérialisme » par des gouvernements bourgeois (nationalisations).

C'est à propos du Nicaragua que le suivisme à l'égard des forces bourgeoises et petites-bourgeoises « anti-impérialistes » s'est affirmé, en raison du caractère brûlant de la question, avec le plus de netteté et a, du coup, déterminé la scission. La résolution proposée par le SWP américain est, comme d'habitude,

(suite page 4)

Haro sur les « nantis »

(suite de la page 1)

durée et l'intensité du travail ne sert qu'à abrutir davantage les uns (travail de nuit, travail posté, épuisantes séances sur écran dans les postes, les chèques, réduction du nombre des conducteurs dans les transports), pendant qu'on rejette les autres à la rue. Imposer aux transports terrestres la « loi du marché » est « possible et socialement préférable » (rapport Guillaumat, p. 5), le prix élevé du carburant ne fera que stimuler une évolution souhaitée depuis le rapport Nora de 1967.

La preuve que le changement technique n'est qu'un alibi de la loi du profit, c'est que pour l'enseignement, où la télématique n'a pu encore remplacer les faibles moyens humains, on chante aussi le grand air de la rentabilité : le rapport Longuet envisage de réduire à 400.000 le nombre des fonctionnaires d'Etat à poste fixe et garanties « nationales », les autres, en particulier dans l'Education nationale, étant employés, remerciés ou déplacés selon les besoins locaux par des agences régionales.

Le rapport Nora envisageait déjà de remplacer les statuts par un système de contrats d'entreprise avec l'Etat, doublé de conventions collectives diversifiées. Pour tenir les contrats, on imposera à certains la mobilité, on la restreindra pour d'autres (réduction des possibilités de changer d'emplois pour les postiers, etc.). Après quelques flottements, l'Etat a nuancé cette politique avec discernement. En même temps qu'il « précarise » les catégories inférieures et moyennes, il renforce les privilèges du haut de la pyramide : primes accrues pour les fonctionnaires de catégorie supérieure, pouvoirs renforcés pour les fonctionnaires d'autorité, à condition qu'ils jouent le jeu.

Plus de promotions automatiques, réclame le rapport Rippert : il faut trier les cadres en fonction de leurs résultats financiers et du « climat social » de leur secteur ! Il convient de conserver une marge de « dévoués serviteurs de l'Etat » qui, dûment corrompus, préviendront, ou réprimeront, les réactions de la majorité attaquée par ces réformes.

Car, qui dit rentabilisation, dit freinage des salaires (alors que la moitié des « nantis » gagnent moins de 3.300 F par mois), et

aussi moyens de contenir les revendications et les grèves. Le droit de grève des fonctionnaires a été difficilement arraché dans les faits, avant la première guerre mondiale, avant d'être reconnu par la loi : en 1907, 5 postiers et un instituteur qui avaient constitué des syndicats et voulaient les affilier à la CGT furent révoqués par Clemenceau pour « esprit d'insubordination » ; en 1909, la fédération des Postes fut créée après une longue grève, et s'efforça d'utiliser les syndicats pour amortir les mouvements et infecter les salariés des principes légalitaires de l'intérêt supérieur de l'Etat, du devoir et du sacrifice à l'intérêt national.

Mais des mouvements au départ incontrôlés (1974, 1979 dans les PTT), 1976 à la SNCF, 1979-80 dans l'enseignement ont secoué cet arrangement harmonieux, et l'Etat cherche les moyens de resserrer les boulons : sanctions financières avec le décret Chirac de 1977 sur le service fait, essais de réquisitions préfectorales dans les postes et les chemins de fer, licenciements disciplinaires...

Sur le plan théorique et politique, cette destruction de l'aurole trompeuse des statuts intouchables et du service public au-dessus du profit est, comme l'effritement de toutes les garanties des salariés, un argument de propagande important et un stimulant pour la lutte. Mais il s'agit justement d'orienter cette lutte et les revendications avancées de façon à renforcer l'unité des travailleurs, et non l'emprise de l'Etat bourgeois.

(A suivre)

Fastes capitalistes

• **AUX ETATS-UNIS**, d'après le Département du travail, le pouvoir d'achat moyen de l'ouvrier américain a diminué de 4,8 % en 1980, ce qui porte à 10 % en deux ans les pertes officiellement subies par le salaire ouvrier.

• **EN FRANCE**, actuellement, un garçon sur quatre et une fille sur deux ne trouvent pas d'emploi à la fin de leurs études et 55 % des travailleurs intérimaires sont des jeunes de moins de 24 ans.

Des négriers

(Suite de la page 2)

profit de l'impérialisme et de son valet zélé : le PCF ?

Qu'importe pour ces gens que dans la plupart des pays d'Afrique Noire sévise la famine, que leur endettement atteigne des sommets (en 1975 il représentait 46 % du Produit National Brut au Mali, 50 % au Gabon, 75 % au Zaïre). Qu'importe que les pays sous-développés soient *importateurs* de nourriture à cause du pillage colonial ? Qu'importe tout cela pourvu que nos caisses soient bien remplies, se disent les « managers » du PCF ?

Pourtant, du point de vue bourgeois, les travailleurs immigrés sont une bonne affaire : quand ils arrivent en France ils sont adultes et aptes au travail, travailleurs (ils sont souvent la seule source de revenus pour leur famille restée au pays), et de plus on peut les expulser à tout moment. Combien de travailleurs immigrés toucheront réellement les retraites pour lesquelles ils auront pourtant cotisé quand ils étaient en France ? Mais cela ne suffit pas : à côté des bourgeois il y a leurs chiens de garde et il faut bien qu'ils trouvent un os à ronger !

programme communiste

N° 84-85

OCT 80 - MARS 81

- La Pologne confirme : besoin de l'organisation - besoin du parti.
- Le procès de Blida.
- Les perspectives de l'après-guerre.
- Les communistes et les luttes ouvrières (« Que faire ? » hier et aujourd'hui).
- Trotsky, la Fraction de gauche du PC d'Italie et les « mots d'ordre démocratiques ».
- L'extrême-gauche « anti-sioniste » et la question palestinienne.
- Un mythe usé : le « socialisme » de l'Est.

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE
J.A. BP 199
1060 BRUXELLES 6

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE
Editions Programme, 12, rue du Pont,
1003 LAUSANNE

Directeur-gérant : SARO

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton - 75012 PARIS

Distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52928

Le XI^e Congrès de la IV^e Internationale

(Suite de la page 3)

la plus claire. Elle affirme que vouloir « chasser les ministres bourgeois » et réclamer une Constituante (comme le fait la Tendance léniniste-trotskyiste dans le droit fil du Programme de Transition) est une erreur sectaire, que les « concessions » du FSLN à la bourgeoisie sont nécessaires, et que la seule manière de construire le parti au Nicaragua est d'organiser un courant dans le Front Sandiniste, où les trotskystes devront de plus se conduire en militants « loyaux ». L'action de la Brigade Simon Bolivar (milice trotskyiste qui veut se battre contre Somoza aux côtés et en concurrence avec le FSLN) est qualifiée de « criminelle ».

La résolution présentée par la majorité du SU est plus floue. Elle affirme néanmoins, comme celle du SWP, l'existence d'une dualité de pouvoir au Nicaragua, la nécessité de la mobilisation de toutes les forces de la IV^e pour défendre la « révolution » nicaraguayenne et soutenir le FSLN, et de l'entrisme au sein de celui-ci. Elle s'abstient par contre de définir la Junte de reconstruction nationale comme un « gouvernement ouvrier et paysan », mais elle se garde bien de parler de gouvernement bourgeois. De quoi s'agit-il donc ? Le SU laisse planer le mystère...

La résolution de la TLT est la seule qui caractérise le gouvernement nicaraguayen (mais pas le FSLN !) comme bourgeois, et qui critique les mesures prises, comme le désarmement des milices. Mais si elle est contre l'entrisme, elle propose néanmoins d'« aider » de l'extérieur le FSLN à rompre ses compromis avec la bourgeoisie. Comme on le voit, malgré les excommunications réciproques, les différentes tendances de la IV^e Internationale ne se distinguent que par le degré plus ou moins prononcé de suivismisme à l'égard d'une démocratie petite-bourgeoise qui, au Nicaragua comme en Argentine, au Chili, etc., a précisément fait la preuve de sa faillite en tant que force « anti-impérialiste » et « révolutionnaire ».

En ce qui concerne l'Indochine, autre point chaud, plusieurs résolutions ont également été présentées et ici aussi celle du SWP sert de miroir grossissant des tares communes. La discussion porte sur la définition du Cambodge : Etat ouvrier ou bourgeois ? (Il s'agit de justifier « théoriquement » l'intervention militaire du Vietnam). La résolution majoritaire semble renvoyer dos à dos URSS et Chine, Vietnam et Cambodge, tous « Etats ouvriers déformés », de même que le Laos (mais où sont donc les ouvriers ?), mais avec une certaine préférence pour le Vietnam qui montre que dans une prochaine guerre impérialiste la IV^e s'alignera sur un des camps en présence. La résolution du SWP — qui a obtenu 30 % des voix — prend parti encore plus nettement pour le Vietnam, dont l'atta-

La lutte pour le logement à Naples

Comme nous l'écrivions dans le n° 326, l'intervention de l'Etat et des autorités locales après le tremblement de terre qui a ravagé le Sud de l'Italie n'a pas seulement en vue la grande affaire de la reconstruction : elle vise à créer les conditions pour une reconstruction sans ennui. Il s'agit d'obtenir, selon les cas, une expropriation en masse définitive, ou l'éloignement de la population des agglomérations urbaines, trop névralgiques socialement, et trop intéressantes pour l'activité immobilière.

Ce plan de l'Etat a suscité des réactions dans les régions montagneuses les plus touchées par le séisme, où le plan d'évacuation « volontaire » a pratiquement échoué, aussi bien que dans les villes, et principalement à Naples, où s'est développé un mouvement spontané d'occupation en masse, et où commence à naître une organisation des sans-abri.

A Naples, ceux-ci ont occupé non seulement des locaux de fortune, mais des logements vides et des écoles. L'armée et la police sont utilisées pour les chasser, mais il est impossible d'évacuer 45.000 personnes : l'usage de la force doit donc être dosé et s'accompagner d'une manœuvre parallèle qui empêche le front uni de tous les sans-abri et qui mobilise contre eux également certaines forces sociales. Avant tout, on s'efforce de diviser les « sinistrés » et les « simples » expulsés ou sans-abri de toujours (qui sont 15.000). Sous prétexte de lutter contre les « profiteurs », on a déjà entrepris un recensement des squatters que l'on veut « sévère ». Ensuite, la municipalité (« communiste »), le PC et le syndicat s'efforcent de mobiliser les enseignants et les élèves pour obtenir l'évacuation des écoles.

Voici ce qu'affirme un responsable de la municipalité, Di Donato : « L'administration communale repousse fermement les soupçons sur une future admission des sans-abri non sinistrés dans les logements de la côte [...]. La préfecture s'occupe actuellement du recensement des sans-abri qui occupent les écoles [...]. Ceux qui ont spéculé sur le tremblement de terre seront expulsés sans ménagement » (Il Mattino du 12-12-1980). Et le bonze en chef Valenzi : « Il est fou de croire pouvoir trouver aujourd'hui un loge-

ment [pourquoi ? il y a 70.000 logements vides !]. Nous chasserons ces gens sans pitié, également des appartements privés, et nous demanderons même leur arrestation [...]. Nous n'avons pas l'intention de permettre que le provisoire se transforme en définitif » (Il Mattino du 9-12-1980).

Mais les sans-abri napolitains ne se laissent pas faire. Tout en étant pour la plupart dépourvus de toute expérience politique et organisationnelle, ils refusent la déportation et toute solution autre que le logement. Des locaux évacués par la police sont réoccupés. Dans certains quartiers sont nées des coordinations de squatters. Le 15 décembre, un millier de sans-abri ont défilé, défiant avec succès l'interdiction générale de manifester.

Mais le point fondamental reste la plateforme revendicative et l'organisation. Dans les AG tenues dans les écoles occupées, le mot d'ordre de l'occupation ou de la réquisition immédiate des logements vides en ville trouve un écho hier impensable. Cette revendication s'accompagne toujours du refus de distinguer entre les sinistrés et les autres sans-abri, de la revendication de l'arrêt des expulsions et du refus des évacuations.

La réalisation et la défense des occupations, leur stabilisation (occupation d'appartements, et non d'écoles) sont la voie la plus concrète, la seule qui permette de résister en conquérant quelque chose. C'est aussi la voie que les autorités craignent le plus. Plus le temps passe, et plus la position des sans-abri qui occupent des écoles s'affaiblit, tandis que la réaction des institutions s'organise. C'est pourquoi l'occupation des logements vides est l'objectif qui s'impose dans les AG, et qui pousse les sans-abri à s'organiser pour la réaliser. Les rapports de forces sont incertains et instables. Il s'agit de les rendre plus favorables. C'est sur cette voie que travaillent également nos camarades en Italie.

Soutenez le développement international de la presse du Parti !

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le 2^e lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

• A Aix-en-Provence : vente le 2^e samedi du mois, de 11 h à 12 h, au marché devant le Palais de Justice.

• A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

• A Arles : vente sur le marché du boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 h à 12 h.

• A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 h à 12 h.

• A Besançon : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30, devant le Suma de Planoise, avenue de Franche-Comté.

• A Caen : vente au marché Saint-Pierre de 10 h 30 à 12 h, dimanche tous les quinze jours, soit les 8 et 22 février, 8 et 22 mars, etc.

• Grenoble : vente au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, les dimanches 1^{er} et 15 février, 1^{er}, 15 et 29 mars, etc.

• Au Havre : vente au marché d'Harfleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois.

• Au Mans : vente sur le marché de Pontlieu, le 2^e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

• A Laval : vente sur le marché de la Cathédrale le 1^{er} samedi de chaque mois, de 10 h 30 à 12 h.

• A Lille : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

• A Lyon : 17, rue René-Leynaud, Lyon 1^{er}, dans la cour, 2^e porte à gauche, les samedis 14 et 28 février, de 14 h à 16 h ; vente au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, de 10 h à 11 h, dimanche tous les quinze jours, soit les 1^{er} et 15 février, 1^{er} et 15 mars, etc.

• A Nantes : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Tallensac, de 10 h 30 à 11 h 30.

• A Nîmes : vente aux Grandes Halles, entrée rue Général-Perrier, de 10 h à 11 h, le 2^e et le 4^e samedi du mois.

• A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 15 h à 18 h, et le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

• A Roubaix : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois.

• A Strasbourg : vente au marché de Neudorf, place du marché, de 9 h à 10 h, le 1^{er} et le 3^e samedi du mois.

• A Toulon : vente au marché du cours L.-Blanc à La Seyne-sur-Mer, dimanche tous les quinze jours, soit les 8 et 22 février, 8 et 22 mars, etc.

• A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, le 1^{er} et le 3^e dimanche du mois, de 11 h à 12 h.

• A Valence : vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourguignons-Valence, place de la Liberté, soit les 8 et 22 février, 8 et 22 mars, etc.

EN SUISSE

• A Lausanne : tous les samedis de 10 h à 12 h, 12, rue du Pont, atelier au Rez sup.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

LISTE N° 3

Angers : 1.622 F ; Avignon : 15,50 F ;

Paris : 1.833 F ; Belgique : 1.290 F ; Tou-

louse : 5,50 F.

« Pour l'incendie » Strasbourg : 500 F.

« Solidarité Algérie » : Un lecteur :

100 F ; Rouen : 200 F ; Lille : 553 F ; Un

lecteur : 100 F ; Toulon : 850 F.

TOTAL 7.069 F

TOTAL PRECEDENT 11.809 F

TOTAL GENERAL 18.878 F

Iran - Irak

(Suite de la page 1)

délai beaucoup plus bref que prévu. Par ailleurs, les livraisons de Mirages ont déjà repris...

Voilà. La foire de guerre est sûrement la meilleure pour les bourgeois. Parions que du côté iranien le scénario est entièrement le même. En temps de paix les capitalistes sucent la sueur des ouvriers. En temps de guerre ils s'acharnent aussi sur leurs cadavres. Il est grand temps que, par dessus frontières et barrières, l'armée des prolétaires, l'armée des exploités, l'armée des sans-réserves, se réveille, se rebelle et règle leur compte à ces cannibales et charognards et à leur système.